

qu'elle préserve l'essentiel, son instrument de domination de classe, son Etat. Les réformistes, soutenus par le Parti, sont les artisans tout trouvés d'une telle politique, tant qu'ils ont l'audience de la classe ouvrière.

Que deviennent les classes moyennes ? A travers la crise endémique qui sévissait depuis plusieurs années, elles se sentaient de plus en plus menacées dans leur existence même. De 34 à 36, elles se radicalisent vers la gauche, et dans une moindre mesure, vers la droite. Les élections de 36 montrent une poussée sans précédent vers le Parti et la S.F.I.O.. Mais les mesures économiques et sociales du Front Populaire pèsent lourdement sur les petits capitalistes. Alors que certaines couches de classes moyennes espéraient une issue dans le Front Populaire, elles trouvent une situation encore plus difficile. En promettant, comme le ministre de l'Intérieur Salengro de défendre « l'ordre contre l'anarchie », le Parti détourne ces couches ; nous leur offrons la perspective d'un statu quo politique, qui depuis longtemps aggrave leur situation. « L'ordre » en question est celui du grand Capital. Déçues par la gauche, elles se retournent vers l'extrême-droite, qui, elle, prétend bouleverser le statu quo et lutter contre le Capital (apatride). Dès février 37, les mesures de « pause » ne rencontrent plus que l'opposition de la classe ouvrière seule.

Ce ne sont pas les positions de classe du prolétariat qui effraient les classes moyennes : au contraire, dans une situation de crise, elles n'ont plus d'espoir qu'en une solution de force. Ce qui les détourne du prolétariat, c'est l'impuissance de ses organisations, du Parti au premier chef, à leur présenter l'autre terme de l'alternative : le socialisme. Et cette contradiction interne au capitalisme n'est pas nouvelle.

Au risque de paraître dogmatiques, nous citerons encore une fois le Manifeste :

Les classes moyennes, petits fabricants, artisans, détaillants, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont pas révolutionnaires mais conservatrices ; bien plus elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'Histoire. Si elle sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels ; elles abandonnent leur propre point de vue pour adopter celui du prolétariat.

Or, il est clair que notre stratégie est actuellement fondée sur une identité des points de vue du prolétariat et des classes moyennes : toutes les couches sociales autres que la grande bourgeoisie monopoliste (un cent millièmes de la société...) revendiqueraient un régime démocratique. Poussée à l'extrême, cette stratégie mène le Parti à se constituer non plus comme le parti du prolétariat, de ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre, mais comme le parti de tous les français brimés par la dictature du grand Capital. La propagande du Parti destinée aux petits commerçants est extraordinaire : nous leur promettons rien moins que la Prospérité !

Marx explique clairement en quoi les petits bourgeois s'opposent aux grands bourgeois : c'est en tant que petits capitalistes en concurrence avec les gros. Mais le développement de la société capitaliste les a condamnés historiquement. Ils ne pourront plus jamais avoir de rôle autonome dans la société. Quelle que soit la bonne volonté (ou le dynamisme) de leurs représentants politiques, quand ils existent (Poujade), ceux-ci ne peuvent, dans le cadre du capitalisme, que s'en remettre, en dernier ressort, aux décisions du grand Capital. C'est là une question de rapport de force, non pas numérique, mais économique : le petit s'oppose au gros, mais ne peut se passer de lui, à moins d'une organisation socialiste de la production.

En période de prospérité, lorsque « les affaires marchent » et que le pouvoir est stable, les petits capitalistes gardent toujours l'illusion de pouvoir s'en sortir individuellement ; il n'existe pas de conscience de classe de petits capitalistes. Ils rêvent peut-être d'un régime où un ensemble de lois limiterait le pouvoir des plus forts ; mais depuis longtemps ils n'ont plus les moyens de s'organiser en force

politique autonome.

C'est une dangereuse illusion de considérer les partis politiques de gauche comme représentatifs des classes moyennes (24). De même qu'on ne juge pas les hommes sur la conscience qu'ils ont d'eux-mêmes, les forces sociales défendues par ces partis ne peuvent se déduire du caractère petit-bourgeois de leur programme. Leurs dirigeants se sont toujours montrés les serviteurs de la bourgeoisie, de Guy Mollet à Mendès-France. Leur actif est clair : réarmement de l'Allemagne, Traité atlantique, Marché Commun, guerre en Algérie, opération de Suez, installation du gaullisme... Serait-ce parce qu'ils auraient été « prisonniers de la droite » ? Ou plutôt parce que ces partis de gauche ne peuvent être que des médiations politiques entre le grand Capital et les masses, médiations par lesquelles la bourgeoisie établit sa dictature sur toutes les autres couches de la société ?

Le rôle historique de la démocratie parlementaire a été d'unifier l'ensemble de la bourgeoisie et de dégager ses intérêts de classe, les plus essentiels. Ces intérêts ne peuvent être que ceux de la fraction la plus dynamique de la classe bourgeoise : le grand Capital. C'est pourquoi, dans le cadre de la démocratie bourgeoise, tous les partis, hors du parti ouvrier, se transforment plus ou moins en « syndicats d'appétits » particuliers, dans le cadre de la volonté du grand Capital. La 4ème République, tout en laissant parler les bouilleurs de crû (25) a, au moins partiellement, et sans attendre De Gaulle, réalisé le programme des trusts et monopoles. Mais pour résoudre les gigantesques contradictions dues à la structure archaïque de la bourgeoisie française, la démocratie parlementaire, le régime des partis, étaient devenus un frein. Les députés, soucieux de conserver leur place, se faisaient essentiellement les porte-paroles d'intérêts particuliers, réactionnaires, en oubliant leurs intérêts de classe les plus essentiels. D'où l'immobilisme et l'impuissance du régime qui, incapable de dégager les intérêts généraux, n'était pas, à fortiori, capable de faire coïncider une série d'intérêts divergents et contradictoires.

C'est pourquoi dans les périodes de crise politique, les classes moyennes sont toujours la principale base de masse des mouvements anti-parlementaires : national-socialisme, fascisme, poujadisme ou gaullisme. Elles n'ont nulle confiance en une démocratie idéale :

plus que toutes autres couches, dupées par la démocratie bourgeoise, elles ont expérimentalement compris que le mythe bourgeois de la démocratie « pure », n'était que la loi du plus fort. Peut-être rêvent-elles d'un démocratisme à leur propre usage, mais elles se rendent compte de leur incapacité à affronter seules le conflit de classes fondamental : bourgeoisie contre prolétariat. Et, lorsque la réaction triomphe, la bourgeoisie unifiée sur l'essentiel de son intérêt de classe se retrouve : n'est-il pas clair que le gaullisme a été adopté dans l'enthousiasme par l'ensemble de la bourgeoisie, petite ou grande ?

Le prolétariat n'a pas à mettre de l'eau dans son vin pour séduire les classes

(24) *Extraits de la lettre adressée par notre Parti, en Octobre 36 au « Président Daladier » : ex-fusilleur du 6 février 34, et futur signataire de Munich :*

Votre grand parti, qui a joué un rôle si important dans l'histoire de la 3ème République, peut revendiquer avec fierté l'honneur d'être étroitement lié aux classes moyennes de France, dont les convictions démocratiques ont tant contribué à sauvegarder les libertés publiques et qui ont intérêt à s'unir à la classe ouvrière pour se défendre contre les machinations des deux cents familles « ... ». Comme vous, nous pensons que l'ordre public est indispensable... « ... » l'ordre public ne peut naturellement se concevoir en dehors du respect de la loi, et c'est pourquoi nous sommes sûrs d'être en accord complet avec vous en demandant que les lois soient respectées par tous, comme doit être respectée la propriété privée, fruit du travail et de l'épargne ».

(25) *Rappelons le vote du Parti en faveur des bouilleurs de crû, lors de la chute du gouvernement Mendès-France (Fév.55). Avant l'état du peuple entier, nous voulions déjà être le Parti du peuple entier !*